

» PRESSE NATIONALE

Politique 



CONSEIL DES MINISTRES : VIGILANCE RENFORCÉE FACE À LA CRISE AU MOYEN-ORIENT

Réuni ce mercredi 4 mars 2026 au Palais de la Présidence de la République, sous la présidence du Chef de l'État, Alassane Ouattara, le Conseil des ministres a examiné plusieurs dossiers d'importance nationale et internationale. À l'issue des travaux, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a fait le point à la presse. Abordant les points divers, Amadou Coulibaly a indiqué que le Conseil s'est penché sur la situation au Moyen-Orient, suivie « avec attention ». Deux raisons principales justifient cette vigilance. « La première tient à la présence de ressortissants ivoiriens en Iran, environ 200, et en Israël, environ 300. Nous suivons donc attentivement l'évolution de la situation et aviserons en conséquence », a déclaré le porte-parole du gouvernement, soulignant que la sécurité des compatriotes demeure une priorité. La deuxième préoccupation est d'ordre économique, notamment en ce qui concerne l'évolution du cours du pétrole brut.



COOPÉRATION INTERNATIONALE : LA CÔTE D'IVOIRE ET L'ARABIE SAOUDITE ÉVOQUENT LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Dans le cadre de leur coopération internationale, la Côte d'Ivoire et l'Arabie Saoudite ont évoqué la guerre en cours au Moyen-Orient. L'information a été donnée dans une publication du ministère d'État, ministère ivoirien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le mardi 3 mars 2026, sur sa page officielle Facebook. La ministre d'État, ministre ivoirienne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nialé Kaba, a reçu l'ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite en Côte d'Ivoire, Saad Bin Bakheat Alqathami. C'était au cours d'une audience qui a eu lieu le lundi 2 mars 2026, à Abid-jan-Plateau, au cabinet de Nialé Kaba. Les échanges ont porté principalement sur le renforcement de la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Royaume d'Arabie Saoudite, ainsi que sur la situation au Moyen-Orient. Le lendemain, mardi 3 mars 2026, la ministre d'État, ministre ivoirienne des Affaires étrangères et de la Coopération internationale s'est penchée sur un autre dossier non moins important, celui d'une offensive diplomatique de la Côte d'Ivoire en vue.

CONSEIL DES MINISTRES / AMADOU COULIBALY : « IL N'Y A PAS DE PRISONNIERS POLITIQUES DANS NOTRE PAYS »

A l'issue du Conseil des ministres présidé par le Chef de l'État, Alassane Ouattara, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a répondu aux questions des journalistes sur plusieurs sujets d'actualité nationale, notamment la question des détenus qualifiés de « prisonniers politiques » et la crise au sein de l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI). Interrogé sur la situation de certaines personnes détenues et présentées comme des prisonniers politiques, le porte-parole du gouvernement a été catégorique. « D'abord, je voudrais vous dire qu'il n'y a pas de prisonnier politique dans notre pays. Je n'adhère pas à cet élément de langage », a-t-il déclaré d'entrée. Selon lui, les personnes concernées ont été incarcérées pour des faits précis relevant du droit commun.

SÉCURISATION DES GRANDS ÉVÈNEMENTS : L'EXPERTISE IVOIRIENNE MOBILISÉE POUR LA COUPE DU MONDE 2026

L'annonce de l'intégration de la Côte d'Ivoire au dispositif de sécurité de la Coupe du Monde 2026 aux États-Unis marque un tournant décisif dans la trajectoire diplomatique du pays. Bien au-delà d'une simple collaboration technique, cette décision validée par les plus hautes instances de l'administration américaine et coordonnée par le FBI traduit une reconnaissance politique majeure de la stabilité et de la fiabilité de l'État ivoirien. En sollicitant l'expertise d'Abidjan, Washington envoie un signal fort à la communauté internationale sur le rôle de pivot stratégique que joue désormais la Côte d'Ivoire dans l'architecture de paix mondiale. Cette percée diplomatique est le fruit d'une doctrine de défense rigoureuse, portée avec détermination par le Vice-Premier ministre et ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara. Sous son impulsion, l'appareil sécuritaire national a opéré une mutation profonde, passant d'une posture de gestion de crise interne à celle d'exportateur de solutions de sécurité de haut niveau.

Economie 

PRÉVISION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT EN 2026 : LES GRANDES ACTIONS D'ADO QUI PROPULSENT LA CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire franchira le seuil des 100 milliards USD de Produit intérieur brut (Pib) en 2026, selon la revue financière internationale Sika Finance, soit près de 52 mille milliards de FCFA. Elle est annoncée pour rejoindre ainsi le club très fermé des économies africaines qui ont franchi ce seuil : Afrique du Sud en 1988, Nigeria en 1994, Éthiopie en 2022. Cette progression régulière, soutenue par une croissance moyenne de 6,4% par an et des réformes structurelles ambitieuses, illustre la résilience et la dynamique économique ivoirienne, indique Sika Finance. La Côte d'Ivoire sera donc le troisième pays d'Afrique subsaharienne et de la corne de l'Afrique à réaliser une telle performance. Elle le doit aux grandes actions initiées dans tous les domaines par le Président Alassane Ouattara depuis son accession à la magistrature suprême en 2011.

CÔTE D'IVOIRE : PLUSIEURS DIRECTEURS DES AFFAIRES FINANCIÈRES (DAF) NOMMÉS

Le gouvernement a procédé, mercredi 04 mars 2026 en Conseil des ministres, à la nomination de plusieurs Directeurs des affaires financières (Daf) au sein de différents départements ministériels, dans le cadre du renforcement de la gestion administrative et budgétaire de l'État. Ces nominations concernent des ministères stratégiques, notamment ceux en charge de la Fonction publique, de la Sécurité, de la Santé, de l'Environnement ainsi que certains ministères délégués.

CONSEIL DES MINISTRES / DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE RIZ : LA CÔTE D'IVOIRE

Le Président Alassane Ouattara a présidé hier, un Conseil des ministres au Palais de la présidence au Plateau. Au cours de cette réunion, 12 importantes mesures ont été prises. L'une des plus importantes est l'accord signé entre la Côte d'Ivoire et la Banque Islamique de Développement (BID), pour le financement du projet de développement de la chaîne des valeurs du riz (PDCVR) en Côte d'Ivoire. « Ce projet vise à réduire significativement l'importation de cette denrée alimentaire de consommation courante. Il comprend le développement des sites hydro-agricoles, l'appui à la production de semence, l'appui à l'exploitation et à l'équipement des sites, l'appui à la transformation du PADI et à la commercialisation du riz usiné, ainsi que le renforcement des capacités de recherche et des infrastructures », a clarifié le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, lors de la conférence de presse d'après Conseil. Cet accord porte sur une valeur de 68,350 milliards FCFA.

CACAO/ CAMPAGNE INTERMÉDIAIRE 2026 : LE PRIX DU KILO FIXÉ À 1200 FCFA

Un prix en baisse mais ô combien important pour la survie de la filière. A l'ouverture officielle de la campagne intermédiaire 2025-2026 du cacao, hier mercredi 4 mars 2026, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Bruno Nabagné Koné, a annoncé un prix garanti bord champ fixé à 1 200 FCFA le kilogramme. Une première dans la filière après un pic record de 2800F/kg annoncé la précédente campagne. Face à la presse, Bruno Koné a indiqué que cette décision vise à préserver les revenus des producteurs tout en tenant compte des réalités du marché international. Le ministre a rappelé que depuis la réforme de 2011, la Côte d'Ivoire applique un mécanisme de stabilisation garantissant au moins 60% du prix CAF aux producteurs. Toutefois, a-t-il relevé, un effondrement des cours du cacao sur le marché international est observé depuis décembre 2025, avec une baisse estimée à environ 70%. Malgré cette conjoncture défavorable, a ajouté le ministre, plus de 1,5 million de tonnes ont déjà été payées aux producteurs ivoiriens au prix de 2.800 FCFA/kg depuis le début de la campagne.

PRODUCTION DE CAFÉ-CACAO : DES EXPERTS DE LA RDC À L'ÉCOLE DU CNRA

Une délégation de la République démocratique du Congo (RDC), conduite par le directeur de la Promotion des exportations à l'Agence nationale de promotion des exportations en RDC (Anapex RDC), Samuel Bachungué, était en immersion au siège du Centre national de recherche agronomique (CNRA), à Adiopodoumé, Km 17, route de Dabou. Cette mission a été une occasion pour le directeur général adjoint du CNRA, Dr Michel Amani Kouakou, au nom de son directeur général, Pr Abdourahamane Sangaré, de rappeler les avancées majeures en recherche agronomique dont la Côte d'Ivoire est auteure. Il a évoqué les variétés améliorées de cacao et de café, l'agroforesterie et les techniques de transformation. Ces résultats ont permis d'accroître la productivité et les revenus des producteurs. De son côté, M. Bachungué a salué ce transfert de savoir-faire entre acteurs publics, coopératives et structures de contrôle qualité des deux pays.

ESPÉRANCE DE VIE : LA CÔTE D'IVOIRE VISE 67 ANS D'ICI 2030

La Côte d'Ivoire entend aller plus loin dans ses ambitions. D'ici 2030, l'espérance de vie devrait passer de 63 ans à 67 ans. En vue de déterminer tous les contours pour l'atteinte de cet objectif, le ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (MEFB) a ouvert, hier à Yamoussoukro, un séminaire bilan du Plan d'Action Stratégique (PAS) 2024-2025 et d'élaboration du PAS 2026-2030, avec toutes les directions et structures rattachées. Alla Guy Martial, directeur par intérim de la Planification et du Suivi-évaluation, et Dely Soumahoro, conseiller technique représentant le ministre Adama Coulibaly, ont souligné les avancées réalisées et les ambitions alignées sur le nouveau PND 2026-2030.

Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, accueille du 3 au 6 mars 2026 une réunion consultative régionale initiée par la (CEDEAO). La cérémonie d'ouverture s'est tenue le mardi 3 mars 2026 dans la commune du Plateau. Ces journées de réflexion ont pour objectif de redéfinir les priorités en matière de commerce régional, d'intégration économique et de développement durable. Cette rencontre intervient à l'approche du cinquantième anniversaire de l'organisation, dans un contexte sous-régional marqué par des mutations politiques, sécuritaires et économiques. Elle constitue une étape préparatoire au Sommet spécial sur l'avenir de la CEDEAO.

UEMOA : LA BCEAO ASSOUPLE D'AVANTAGE SA POLITIQUE MONÉTAIRE

Face aux incertitudes persistantes sur l'économie mondiale, accentuées par les tensions au Moyen-Orient, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé de renforcer son soutien à l'activité économique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Réuni le mercredi 4 mars 2026, le Comité de politique monétaire a procédé à un nouvel assouplissement. Le principal taux directeur, utilisé pour les opérations de prêt aux banques, est abaissé de 3,25 % à 3 %. Le taux du guichet de prêt marginal recule également, passant de 5,25 % à 5 %, selon le site leconomistedumali.com. En revanche, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux établissements de crédit demeure inchangé à 3 %, traduisant la volonté de concilier soutien à la liquidité et stabilité du système bancaire. Selon l'institution d'émission, cette décision vise à faciliter l'accès au crédit et à consolider l'orientation accommodante de la politique monétaire dans l'Union.

Société 

RAMADAN 2026 : DOMINIQUE OUATTARA OFFRE 130 MILLIONS FCFA DE VIVRES AUX COMMUNAUTÉS MUSULMANES

A l'occasion du mois sacré du Ramadan, la Première Dame de Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara, a procédé à la remise d'un important don en vivres et produits essentiels d'une valeur globale de 130 millions de FCFA. Un geste de solidarité destiné à permettre aux familles musulmanes de vivre ce temps de pénitence dans la dignité et la sérénité. Comme chaque année, cette initiative s'inscrit dans une dynamique de soutien aux couches vulnérables, mais également dans une volonté affirmée de consolidation de la cohésion sociale. La Première Dame a souligné la portée spirituelle et sociale du Ramadan : « Nous offrons aujourd'hui des dons d'une valeur de 130 millions de FCFA. Le Ramadan est un temps de jeûne et de prière qui enseigne la patience et la générosité envers les plus vulnérables ».

REMBLAYAGE ILLÉGAL : L'ÉTAT MOBILISE TOUS LES OUTILS POUR PROTÉGER LA LAGUNE EBRIÉ

La problématique du remblayage illégal de la lagune Ebrié a animé le plateau de l'émission "Nci 360", le dimanche 1er mars 2026, sur la Nouvelle chaîne ivoirienne (Nci). Elle a mis en toile de fond, une question centrale : l'État a-t-il perdu la main sur la gestion de la lagune ? Le ministère des Transports et des Affaires maritimes a rassuré que la situation est sous contrôle et les mesures de riposte sont en cours de renforcement. Pour le Directeur général des Affaires maritimes et portuaires (Dgamp), le colonel-major Julien Kouassi Yao, la réponse est sans équivoque. « La situation est maîtrisée. Elle nécessite vigilance et action continue, mais l'État n'a pas perdu le contrôle », a-t-il affirmé. Selon les responsables du ministère, une grande partie des remblais irréguliers constatés aujourd'hui relève d'un passif ancien.

LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL/ RÉHABILITATION DES TERRES DÉGRADÉES : ABIDJAN LEGACY PROGRAM ET LA CEDEAO LANCENT À DAOUKRO UN PROJET DE CARTOGRAPHIE

Le ministre de l'Environnement et de la Transition écologique, Abou Bamba, a procédé, le vendredi 27 février 2026 à Daoukro, au lancement officiel du projet de cartographie et de réhabilitation des terres dégradées par l'orpaillage illégal. La cérémonie s'est tenue en présence de la nouvelle coordinatrice de Abidjan Legacy Program (ALP), Binta Touré, ainsi que des autorités administratives et coutumières locales. Portée par ALP, cette phase technique vise à établir avec précision l'étendue des dégâts, identifier les zones prioritaires d'intervention et définir des stratégies de réhabilitation adaptées. Structuré autour de la restauration forestière, de l'amélioration de la productivité agricole et du développement de chaînes de valeur locales, le programme bénéficie de l'appui financier de la CEDEAO. Selon la coordinatrice Binta Touré, cette initiative ambitionne d'impulser une dynamique de prospérité durable au profit des territoires ruraux, avec une attention particulière accordée aux jeunes et aux femmes. (Source : CICG)

SÉCURITÉ ROUTIÈRE : LE COMITÉ LOCAL DU DISTRICT D'ABIDJAN PRÉSENTE SES PRIORITÉS POUR 2026

Un atelier de relance des activités du Comité Local de Sécurité Routière (CLSR) s'est tenu, le mardi 3 mars 2026 à Abidjan-Cocody, avec pour objectif de renforcer la lutte contre l'insécurité routière dans le District Autonome d'Abidjan. L'événement a été marqué par la présentation du plan d'action 2026, conduite par Sako Ibrahima, directeur régional des Transports des Lagunes et secrétaire général du CLSR sous la supervision du préfet de Région, Koua Andjou. Au nom du ministre des Transports et des Affaires Maritimes, Sako a présenté les missions du comité et détaillé les grandes orientations du plan d'action 2026, articulé autour de trois axes majeurs, la formation des acteurs de la sécurité routière, la sensibilisation des usagers, avec des campagnes ciblées sur les comportements dangereux les plus fréquents, et le renforcement de l'éducation à la sécurité routière, pour créer une culture durable de responsabilité sur les routes.

CÔTE D'IVOIRE : QUELLE EST LA SITUATION DES VIOLENCES AUX FEMMES

La conseillère technique chargée du Genre, de l'Équité et de l'Autonomisation économique des femmes au ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Binaté née Fofana Namizata, était l'invitée de la tribune "Tout Savoir Sur" du CICG, le mardi 3 mars 2026 à Abidjan-Plateau. A cette occasion, la conseillère technique a présenté les statistiques récentes relatives aux violences basées sur le genre (VBG). « Selon les statistiques du ministère, nous avons pris en charge 9 607 cas de VBG en 2024 et 10 547 cas en 2025. Ces prises en charge sont holistiques », a-t-elle indiqué. Pour la responsable, cette hausse ne traduit pas une recrudescence des violences, mais plutôt une progression de la dénonciation. Elle y voit le signe d'une confiance accrue des victimes envers les dispositifs d'accompagnement mis en place.

VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG) : 10 547 CAS ENREGISTRÉS EN 2025 ET 9 607 CAS PRIS EN CHARGE EN 2024

La conseillère technique chargée du Genre, de l'Équité et de l'Autonomisation économique de la Femme au ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Namizata Fofana Binaté, a révélé que la Côte d'Ivoire a enregistré 10 547 cas de Violences basées sur le genre (VBG) en 2025 et que 9 607 cas ont été pris en charge en 2024. Elle s'exprimait dans le cadre de la tribune « Tout savoir sur » du CICG, le mardi 03 mars 2026 à Abidjan. Au niveau des VBG, les statistiques demeurent alarmantes, selon l'intervenante, mais des avancées sont à signaler du fait que l'État de Côte d'Ivoire a instauré un dispositif national pour combattre ce fléau. Dans ce sens, le gouvernement a mis en place « les 16 jours d'activisme contre les VBG », une campagne visant à sensibiliser l'opinion publique sur les violences faites aux femmes et aux filles. (Source : CICG)

ATTACHÉ DES GREFFES ET PARQUETS : LES INSCRIPTIONS ONT DÉMARRÉ

Les inscriptions au concours direct d'admission au cycle de formation des attachés des greffes et parquets de l'École des greffes de l'Institut national de Formation judiciaire (INFJ) ont démarré le 12 février et s'achèveront le 17 avril 2026. Pour faire acte de candidature, il faut être âgé de 18 ans au moins et de 40 ans au plus au 1er janvier 2026 ; être de nationalité ivoirienne ; jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité. Le candidat doit également remplir les conditions d'aptitude physique nécessaires l'exercice de la fonction...



VU SUR LE NET

Economie 



PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU LABORATOIRE NATIONAL D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (LANADA): L'ESPAGNE PRÊTE 2,197 MILLIARDS FCFA À LA CÔTE D'IVOIRE

Un accord de prêt d'un montant total de 3,349 millions d'euros, soit un peu plus de 2,197 milliards FCFA, conclu le 14 octobre 2025 entre l'Institut de Crédit Officiel (ICO) du Royaume d'Espagne et la Côte d'Ivoire en vue du financement du projet de renforcement des capacités du Laboratoire national d'Appui au Développement agricole (LANADA), a été ratifié en Conseil des ministres, le mercredi 04 mars 2026 au Palais présidentiel à Abidjan-Plateau. À en croire le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, également ministre de la Communication, "ce financement permettra de renforcer les capacités techniques de cinq laboratoires du Lanada avec l'acquisition, l'installation et la mise en service de matériels de laboratoire de dernière génération".

Société 



CHERTÉ DES LOYERS, COUPURES RÉCURRENTES D'ÉLECTRICITÉ : LE GOUVERNEMENT APPORTE DES ÉLÉMENTS DE RÉPONSES

Les questions de cherté des loyers d'habitation et de coupures intempestives d'électricité dans Abidjan et l'intérieur du pays ont été abordées par le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, lors de son compte rendu du Conseil des ministres tenu, le mercredi 04 mars 2026, au Palais présidentiel à Abidjan-Plateau. "Concernant la cherté des loyers, le gouvernement a déjà pris des décisions pour fixer le nombre de mois que l'on doit payer en termes de caution et de mois d'avance, soit deux mois de caution et deux mois d'avance. C'est même fixé dans le contrat de bail. L'État prend des décisions, il appartient à chacun de nous de faire en sorte que ces décisions soient respectées", a indiqué Amadou Coulibaly. Pour les coupures récurrentes d'électricité, il a dit qu'elles sont dues à la forte période de chaleur dans laquelle nous entrons:



LEADERSHIP SANITAIRE AFRICAIN : LA COHORTE KOFI ANNAN EN IMMERSION STRATÉGIQUE À L'INSTITUT PASTEUR DE CÔTE D'IVOIRE

L'Afrique de la santé publique se construit aussi dans ses laboratoires. Dans le cadre de la cinquième édition du prestigieux programme Kofi Annan de leadership en santé mondiale, soutenu par l'Africa Centres for Disease Control and Prevention (Africa CDC), une délégation d'une vingtaine d'experts africains a effectué une visite de haut niveau à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (IPCI), à Adiopodoumé, dans la commune d'Abidjan-Yopougon. Cette immersion scientifique s'inscrit dans le stage résidentiel organisé du 28 février au 7 mars 2026 en Côte d'Ivoire, avec pour ambition de former les futurs leaders sanitaires des États membres de l'Union africaine. Le Professeur Meité Syndou, directeur de l'IPCI, a

personnellement accueilli la délégation. Après une présentation des missions historiques de l'institut, les échanges ont porté sur la gestion des crises sanitaires, le financement de la recherche et la place des instituts nationaux dans l'architecture sanitaire mondiale.

» AGENCE DE PRESSE

Politique 



LA CÔTE D'IVOIRE SUIT DE PRÈS LA SITUATION DE SES 500 COMPATRIOTES AU PROCHE-ORIENT

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a annoncé, le mercredi 4 mars 2026, à Abidjan-Plateau, à l'issue du Conseil des ministres, que la Côte d'Ivoire suit de très près la situation au Proche-Orient, où environ 200 de ses ressortissants se trouvent en Iran et 300 en Israël. « Nous n'avons pas d'alerte particulière. Nous savons qu'une dizaine de nos compatriotes en Iran ont pu rejoindre la Turquie. Nous aviserons le moment venu. La Côte d'Ivoire a toujours été aux côtés de ses citoyens, quel que soit le lieu où ils se trouvent. Vous avez pu constater, lors de la crise ukrainienne, tous les efforts déployés », a souligné le porte-parole du gouvernement. Par ailleurs, un communiqué officiel publié le dimanche 1er mars 2026 par Féni Kouakou, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Côte d'Ivoire auprès d'Israël, a formellement démenti les rumeurs alarmistes annonçant son décès lors des bombardements survenus à Tel Aviv.

Economie 



RÉFORME DU DISPOSITIF D'APPUI AUX PME : LE MINISTRE KALIL KONATÉ VEUT FAIRE DU GUDE-PME UN LEVIER DE TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Kalil Konaté, a réaffirmé la volonté du gouvernement d'achever la réforme du dispositif d'appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) afin d'en faire « un véritable instrument de transformation structurelle » de l'économie ivoirienne. Le ministre a fait cette déclaration lors d'une visite de travail, le mercredi 4 mars 2026, au Guichet Unique de Développement des PME (GUDE-PME) à Adjamé (Nord d'Abidjan). « Nous voulons achever la réforme du dispositif d'appui aux PME pour en faire un véritable instrument de transformation structurelle de notre économie », a déclaré le ministre Kalil Konaté. Le membre du gouvernement est allé s'imprégner du fonctionnement de cette structure stratégique et échanger avec ses responsables sur les perspectives de développement des petites et moyennes entreprises en Côte d'Ivoire.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



@gouvciofficiel



+225 07 87 36 36 36



Centre d'appel
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 📢

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.

www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable



CICG